

**ASSISTE-T-ON À L'ÉMERGENCE DE NOUVELLES FORMES DE
DISTRIBUTION DE LA PAUVRETÉ DANS LES GRANDES
MÉTROPOLES CANADIENNES?**

Josefina ADES, Philippe APPARICIO et Anne-Marie SÉGUIN

Inédits / *Working papers*, n° 2009-05

Centre - Urbanisation Culture Société

**Assiste-t-on à l'émergence de nouvelles
formes de distribution de la pauvreté dans
les grandes métropoles canadiennes?**

Josefina ADES, Philippe APPARICIO
et Anne-Marie SÉGUIN

Document produit dans le cadre des Inédits

Centre - Urbanisation Culture Société
Institut national de la recherche scientifique
Montréal

Juin 2009

Josefina ADES, Philippe APPARICIO et Anne-Marie SÉGUIN
josefina.ades@ucs.inrs.ca
philippe.apparicio@ucs.inrs.ca
anne-marie.seguin@ucs.inrs.ca

Inédits, collection dirigée par Mario Polèse :

mario.polese@ucs.inrs.ca

Centre – Urbanisation Culture Société
Institut national de la recherche scientifique
385, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2X 1E3

Téléphone : (514) 499-4000

Télécopieur : (514) 499-4065

www.inrs-ucs.ca

Assiste-t-on à l'émergence de nouvelles formes de distribution de la pauvreté dans les grandes métropoles canadiennes?

RÉSUMÉ

Des études récentes sur la pauvreté urbaine au Canada suggèrent une augmentation de la concentration spatiale des résidents à faible revenu au sein des régions métropolitaines. Ce papier examine les tendances dans la concentration intra-urbaine de la pauvreté dans les huit plus grandes régions métropolitaines canadiennes entre 1986 et 2006. Nous considérons les cinq dimensions de ségrégation identifiées par Massey et Denton (1988) pour explorer les changements dans la distribution spatiale des populations à faible revenu : égalité, exposition concentration, agrégation et centralisation.

Ces indices ont été calculés au niveau des secteurs de recensement en utilisant des données de cinq recensements canadiens. Nous observons que les profils ségrégatifs des métropoles étudiées sont plus différenciés en 2006 qu'en 1986. De même, nos résultats suggèrent qu'en 2006 les populations plus pauvres sont localisées dans des espaces restreints, plus homogènes et proches au centre-ville. Toutefois, nous avons aussi observé que les zones où la pauvreté a augmenté durant les 20 dernières années sont surtout localisées dans des espaces éloignés du centre, particulièrement au sein de quartiers localisés dans les banlieues des grandes métropoles.

Cette division sociospatiale de l'espace urbain où les secteurs de pauvreté sont plus homogènes, mais plus dispersés dans l'espace métropolitain pourrait révéler de nouvelles logiques distributives des espaces de concentration de la pauvreté. À la lumière des mécanismes sociospatiaux qui renforcent l'isolement social des résidents dans les zones les plus désavantagées, ces résultats s'avèrent préoccupants.

MOTS CLÉS : Pauvreté – Ségrégation résidentielle – Régions métropolitaines

Are new patterns of low income segregation emerging in Canadian metropolitan areas?

ABSTRACT

Recent studies on urban poverty in Canadian cities suggest a growing spatial concentration of poor populations within metropolitan regions. This paper examines the trends in the intra-urban poverty concentration of eight largest Canadian metropolitan areas, between 1986 and 2006. To examine changes in spatial distribution of deprived populations across metropolitan areas, we consider five well-known dimensions of segregation identified by Massey and Denton (1988) evenness, exposure, concentration, clustering and centralization. Using data from four Canadian censuses, we calculate these indices for the low income population at the census tract level.

While far from conclusive, the results suggest that low income populations tend to occupy a smaller portion of metropolitan area, that are also more homogenous, and closer to the down-town cores. At the same time, during the last 20 years, most areas where poverty concentration has increased, are located in sectors far from city-centers, particularly in suburban neighborhoods.

A new pattern of urban poverty concentration may be revealed through the emergence of more homogenous, yet dispersed, low income areas. In the light of the mechanisms reinforcing social isolation of residents in disadvantaged neighborhoods of metropolitan areas, these findings should be a cause of concern.

KEY WORDS : Urban poverty – residential segregation – Métropolitan areas

INTRODUCTION

Ces dernières années, de nombreuses études se sont intéressées aux impacts sociaux des processus de restructuration économique au sein des villes. Plusieurs travaux sur les grandes villes canadiennes ont signalé la concentration des populations plus modestes comme étant l'une des conséquences les plus préoccupantes du processus de désindustrialisation (voir par exemple Bourne, 1993; Broadway et Jesty, 1998; Broadway, 1992; Hajnal, 1995; Kazemipur et Halli, 1997; Ley et Smith, 2000).

Alors que la littérature scientifique au Canada a été très prolifique à ce sujet (Apparicio *et al.*, 2007b; Fong et Shibuya, 2000; Kitchen, 2001; Langlois et Kitchen, 2001; Ross *et al.*, 2001; Walks et Bourne, 2006), des agences gouvernementales (Heisz et McLeod, 2004; Lee, 2000) ainsi que des organismes non gouvernementaux (United Way of Greater Toronto et The Canadian Council on Social Development, 2004) ont aussi manifesté leur inquiétude face à l'augmentation de la concentration de la pauvreté au sein des métropoles canadiennes. Les réflexions sur les causes de ce phénomène ont été fortement alimentées par les travaux portant sur l'*urban underclass* américaine. Les processus de désindustrialisation joueraient un rôle central dans la marginalisation économique des populations peu éduquées (Kasarda, 1989, 1990; Wilson, 1987, 1996). Quant aux conséquences de vivre au sein d'un quartier de concentration de la pauvreté, elles ont été abondamment abordées dans les écrits sur les effets de quartier (Buck, 2001; Ellen et Turner, 1997; Jencks et Mayer, 1990; Massey *et al.*, 1991; Small et Newman, 2001), surtout en lien avec la qualité des services locaux (Allard *et al.*, 2003) et des réseaux sociaux (par exemple Ellen et Turner, 1997; Massey *et al.*, 1991), de la distance à l'emploi (Blumenberg et Waller, 2003; Simpson, 1992) et de l'influence des pairs (Leventhal *et al.*, 2009).

Il est important de signaler que la question de la concentration de la pauvreté au sein des villes canadiennes a été traitée sous différents angles. Certains travaux ont mis l'accent sur le lien entre la concentration de la pauvreté et d'autres phénomènes sociaux comme le chômage (Apparicio *et al.*, 2007b; Heisz et McLeod, 2004), l'immigration (Kazemipur et Halli, 2000; Ley et Smith, 1997, 2000) et les minorités visibles (Fong et Shibuya, 2000; Walks et Bourne, 2006). D'autres se sont plutôt intéressés au rôle de la concentration de la pauvreté dans les processus ségrégatifs au sein des villes (Murdie, 1998; Ross *et al.*, 2004). Par contre, l'évolution de la distribution spatiale de la pauvreté au sein des territoires métropolitains canadiens a été très peu explorée jusqu'à maintenant.

Si de nombreux travaux ont porté sur l'émergence de nouveaux patrons de division sociale de l'espace urbain (*new socio-spatial patterns*) et de nouvelles formes de différenciation spatiale liées aux transformations de la base économique (Fainstein *et al.*, 1992; Hamnett, 2003; Walks, 2001; Zukin, 1998), très peu d'études canadiennes ont examiné l'évolution de la distribution spatiale des populations à faible revenu au sein de l'espace métropolitain. Pourtant, des recherches plus récentes sur les villes étasuniennes soulèvent la question du déplacement progressif des zones de pauvreté, des zones centrales vers des espaces plus périphériques (Cooke et Marchant, 2006; Madden, 2003; McDonald, 2004). La détérioration des logements, désormais occupés par des populations avec des

moyens économiques limités, se traduirait par une augmentation des taux de pauvreté et une diminution du revenu entre 1970 et 1990 au sein des villes centres des grandes métropoles étasuniennes, mais aussi au sein des *inner-suburbs* des métropoles du nord-est et du *Midwest* des États-Unis (Madden, 2003). Une augmentation des taux de pauvreté a aussi été observée durant les années 1990 au sein des *inner ring suburbs* de Détroit, Chicago, Cleveland et Dallas (Jargowsky, 2003). De la même façon, les grandes métropoles de la Californie et du sud des États-Unis ont vu leurs *inner-ring suburbs* afficher une augmentation des secteurs de concentration de la pauvreté (Cooke et Marchant, 2006). Dès 1993, Bourne (1993) suggérait qu'à Toronto, la dispersion des logements sociaux en dehors de la ville centre, pourrait contribuer à la transformation de la distribution des ménages en fonction de leur revenu au sein de cette métropole, en favorisant la suburbanisation des ménages aux revenus plus modestes.

Ces travaux illustrent clairement l'intérêt de mener des analyses comparatives sur la géographie de la pauvreté à l'intérieur des métropoles canadiennes. L'évolution de la distribution intramétropolitaine des espaces de concentration de la pauvreté mérite également notre attention en raison des possibles effets de quartier sur les populations les plus vulnérables. Ces transformations soulèvent des enjeux importants de politiques sociales puisque les *inner-suburbs*, ceux qui sont les plus susceptibles de connaître une augmentation des taux de pauvreté (Lee et Leigh, 2007; Leigh et Lee, 2005; Lucy et Phillips, 2000; Lucy et Phillips, 2001), n'ont pas toujours les ressources suffisantes en termes d'équipements, mais aussi d'organismes communautaires d'aide aux démunis pour répondre aux besoins des populations en situation précaire. Les secteurs métropolitains qui seraient les plus affectés, devraient ainsi, recevoir des ressources supplémentaires pour venir en aide aux populations ayant des ressources limitées.

Cet article explore la distribution spatiale de la pauvreté au sein des huit plus grandes métropoles canadiennes : Calgary, Edmonton, Montréal, Ottawa, Québec, Toronto, Vancouver et Winnipeg. Nous cherchons ainsi à décrire l'évolution, entre 1986 et 2006, de la distribution spatiale des populations à faible revenu dans les grandes métropoles canadiennes pour vérifier l'hypothèse d'une déconcentration de la pauvreté. Plus précisément, nous tenterons de répondre à deux questions. La ségrégation de cette population a-t-elle augmenté ou, au contraire, diminué durant les 20 dernières années? La distribution de la population pauvre au sein des grandes métropoles canadiennes évolue-t-elle, et, si oui, assistons-nous à l'émergence de nouveaux patrons de distribution de la pauvreté?

LOCALISATION INTRAMÉTROPOLITAINE DE LA PAUVRETÉ AU CANADA

Les études sur la pauvreté au Canada ont montré que les populations plus défavorisées sont réparties de façon très inégale sur le territoire des grandes métropoles. Ainsi, de nombreux travaux, réalisés avec des données datant des années 1980 et 1990, ont montré que les espaces de concentration de la pauvreté sont généralement localisés dans les quartiers centraux des aires métropolitaines (Bourne, 1989; Langlois et Kitchen, 2001; Ley et Smith, 2000; Séguin, 1998). Cette observation est-elle encore juste en 2006?

Bourne (1989) a montré qu'en 1986 les quartiers centraux des métropoles canadiennes concentraient une multitude de problèmes sociaux comme la pauvreté et le chômage. Il a aussi signalé des différences importantes entre, d'une part, les secteurs d'une même métropole localisés au sein des zones centrales (inner city neighbourhoods) et, d'autre part, ceux localisés en banlieue. Les premiers étaient caractérisés par des densités résidentielles plus élevées, des ménages plus petits, avec des revenus moins élevés ainsi que des pourcentages plus élevés de personnes âgées ou nées à l'étranger. Broadway, en comparant la distribution intramétropolitaine de la déprivation dans les métropoles canadiennes et étasuniennes, a observé que les quartiers centraux des métropoles des deux pays affichaient des taux de pauvreté et de chômage plus importants que le reste du territoire métropolitain (Broadway, 1989). Dans une autre étude portant cette fois-ci sur sept villes centres canadiennes, ses résultats montrent une surreprésentation des populations défavorisées dans les zones entourant le CBD de ces métropoles (Broadway, 1992).

Parallèlement à ces travaux signalant une concentration de la pauvreté dans les quartiers centraux, d'autres recherches datant des années 1990 et 2000 ont mis en évidence la présence de populations à revenu modeste dans certaines zones localisées à l'extérieur des quartiers centraux des métropoles canadiennes (Bourne, 1993; Evenden et Walker, 1993; Heisz et McLeod, 2004; Langlois et Kitchen, 2001; Ley et Smith, 2000; Murdie, 1998; Murdie, 1994; Walks, 2001). Déjà durant les années 1990, des études canadiennes ont signalé la présence d'espaces de concentration de pauvreté au sein de certains quartiers éloignés du centre (Bourne, 1993; Kitchen, 1994; Murdie, 1994). Par exemple, Murdie (1994) souligne que les banlieues proches de la région métropolitaine de Toronto ont connu une augmentation des ménages à faible revenu et d'autres indicateurs comme le faible niveau d'éducation et le taux de chômage ainsi qu'une diminution du taux d'occupation des logements. Ces évolutions viennent corroborer celles d'autres études qui soulignent qu'entre 1981 et 1991, le gradient de revenu en fonction de la distance au centre se réduisait dans les métropoles canadiennes (Balakrishnan et Hou, 1996; Balakrishnan et Jarvis, 1991).

Plus de vingt ans après la première vague de travaux réalisés durant les années 1980 sur la pauvreté urbaine au Canada, des résultats plus récents d'études signalent certains changements qui se sont opérés, soulevant ainsi plusieurs interrogations sur l'évolution de la répartition des espaces de pauvreté au sein les métropoles. Si les études canadiennes récentes sur le sujet ont apporté un certain éclairage,

rare sont celles qui s'inscrivent dans une perspective longitudinale et comparative. Parmi celles qui proposent une analyse diachronique, mentionnons celle de Ross *et al.* (2004) sur l'évolution, sur une période de cinq (1990-1996), de la ségrégation résidentielle selon le revenu dans plusieurs métropoles canadiennes. Les auteurs signalent une augmentation de la ségrégation économique dans la plupart des villes durant cette période de cinq ans. Notre étude s'inscrit dans ce courant. Elle se veut à la fois comparative et longitudinale : elle poursuit l'objectif de décrire, sur une période de vingt ans cette fois, soit de 1986 à 2006, l'évolution de la distribution spatiale des populations à faible revenu dans les huit plus grandes métropoles canadiennes. La poursuite de la gentrification des quartiers centraux (Ley, 1993, 2003; Slater, 2004; Walks et Maaranen, 2008) et de la désindustrialisation de la ville centre (Coffey et Shearmur, 1997; Gad, 1999), parallèlement à la tertiarisation de plus en plus affirmée de l'économie canadienne, devraient conduire à une modification sensible de la géographie de la pauvreté dans les métropoles canadiennes entre 1986 et 2006.

RETOUR SUR LA NOTION DE SÉGRÉGATION RÉSIDENTIELLE

Pour répondre à nos questions de recherche sur l'évolution de la distribution de la population pauvre au sein des grandes métropoles canadiennes, il nous semble important de revenir sur la notion de ségrégation. Les thèmes de la pauvreté urbaine et surtout de sa concentration sont souvent liés à celui de ségrégation. Lorsqu'on parle de ségrégation urbaine, et dans notre cas, de ségrégation résidentielle, on fait habituellement référence aux divisions sociales de l'espace urbain. Dans la littérature, on retrouve généralement une distinction entre, d'une part, les processus de différenciation sociale et, d'autre part, les patrons spatiaux qui en découlent (Dansereau, 1992; Johnston, 2000; Peach, 1996). Notre recherche s'intéresse précisément à ce second aspect. Selon Grafmeyer (1994, p. 36), la ségrégation concerne justement les différences de localisation entre des groupes définis par la position sociale ou l'origine ethnique. D'autres caractéristiques sociodémographiques sont aussi étudiées en termes de ségrégation résidentielle, notamment l'âge (Séguin *et al.*, 2008). Dans ce sens, un groupe sera considéré d'autant plus « ségrégué » lorsque sa distribution résidentielle diffère de celle observée pour l'ensemble de la population (Grafmeyer, 1994 : 36). Cette dimension descriptive de la ségrégation réfère donc à la concentration dans l'espace d'un groupe de population qui partage une caractéristique commune (Peach, 1996).

Pour comprendre la division sociale de l'espace des villes, il est aussi important de comprendre les mécanismes qui sont à l'œuvre. Les politiques publiques, le marché du logement ainsi que les préférences et choix résidentiels des ménages ont été identifiés par les chercheurs comme étant les principaux facteurs à l'origine des divisions sociospatiales au sein des villes (Préteceille, 1997). Les décisions prises par les acteurs politiques à différentes échelles territoriales viennent influencer les comportements des acteurs privés (ménages, constructeurs et promoteurs immobiliers) au sein de la ville. Les interventions politiques qui se jouent à différentes échelles territoriales, peuvent concerner par exemple les programmes d'accès au crédit hypothécaire, les projets de construction d'autoroutes, le zonage selon différentes occupations du sol ou densités, ou encore la localisation des grands équipements publics comme les équipements culturels, sportifs ou éducatifs. Les explications basées sur le marché du logement contribuent aussi à mieux saisir les processus de ségrégation résidentielle. Partant du constat que les quartiers d'une ville se caractérisent par des niveaux différenciés de qualité, les prix des logements se hiérarchisent en fonction des localisations les plus convoitées (Andersen, 2002; Massey, 1994; Préteceille, 1997). Lorsque les ménages ou les individus sont à la recherche d'un lieu de résidence, ils sont confrontés à des choix ayant des qualités différentes en termes de type de logement, d'environnement social et physique, de paysage, d'identité culturelle, de statut symbolique, d'accès aux transports, aux emplois et aux services et équipements (Andersen, 2002). Les ménages choisissent alors les meilleurs logements qui leur sont accessibles, compte tenu de leurs ressources financières. Ainsi, les plus pauvres se trouvent confrontés à un éventail plus restreint de choix possibles en raison du jeu du marché du logement.

Dans la littérature étatsunienne, les travaux sur l'évolution de la ségrégation résidentielle se sont multipliés depuis les premières descriptions des quartiers de Chicago des années 1920 et 1930 jusqu'aux analyses plus récentes sur les dynamiques sociales intermétropolitaines. Ces travaux se sont le plus souvent attardés à décrire la distribution spatiale des groupes ethniques dans les grandes villes nord-américaines et à mesurer la ségrégation résidentielle des minorités ethniques (Alba *et al.*, 2000; Apparicio *et al.*, 2007a; Balakrishnan, 1976; Fong, 1996; Johnston *et al.*, 2002; Johnston *et al.*, 2003; Massey et Denton, 1988; White *et al.*, 2005). Le thème de la ségrégation économique au sein des villes a moins souvent attiré l'attention des chercheurs qu'elle soit abordée sous l'angle des revenus (Charron et Shearmur, 2005; Jargowsky, 1996), de la pauvreté (Abramson et Tobin, 1995; Massey et Eggers, 1990) ou encore des catégories socio-professionnelles (Walks, 2001).

Pour mesurer la répartition de la pauvreté dans une aire métropolitaine, deux approches sont le plus souvent utilisées par les chercheurs. La première consiste à repérer les zones (souvent les secteurs de recensement) affichant des taux de pauvreté élevés ou affichant d'autres caractéristiques d'urban distress (Jargowsky et Bane, 1991; Kasarda, 1993; Ricketts et Sawhill, 1988; Wilson, 1987). Souvent, un seuil est retenu pour identifier les zones de forte concentration, par exemple, on dira d'un secteur qu'il est un espace de concentration de la pauvreté si 40 % de la population totale y est pauvre. Cette méthode, en fixant un seuil, est de plus en plus l'objet de critiques, car elle tend à stigmatiser les zones de forte concentration de pauvreté et à conduire à une représentation réductrice et unique des zones de pauvreté qui sont alors perçues, selon Sessoms et Wolch (2008), comme des espaces qui cumulent tous les désavantages liés à la pauvreté (fort chômage, forte immigration, sous-scolarisation, haut niveau de monoparentalité, environnement construit très délabré, faible présence des commerces, des services des institutions, etc.). De plus, elle tend à définir deux classes de zones, celles qui concentrent la pauvreté et les autres, alors que parmi ces dernières plusieurs présentent des profils assez semblables, mais elles ont la « chance » de se situer tout juste sous le seuil (par exemple des zones avec 35, 37, 39 % de pauvres).

La deuxième approche pour décrire la répartition spatiale de la pauvreté consiste à recourir aux indices de ségrégation résidentielle. Parmi eux, l'indice de dissimilarité de Duncan et Duncan (1955) demeure le plus connu et le plus largement utilisé pour évaluer les niveaux de ségrégation résidentielle de groupes ethniques au sein de métropoles (Apparicio *et al.*, 2007a; Fong, 1996; Johnston *et al.*, 2001; Massey et Denton, 1988). Ces indices de ségrégation sont également employés pour mesurer la ségrégation en fonction du revenu (Fong et Shibuya, 2000; Massey et Eggers, 1990; Ross *et al.*, 2004).

Dans cet article, afin de décrire l'évolution de la distribution spatiale de la pauvreté urbaine dans les huit plus grandes métropoles canadiennes, nous avons choisi de calculer différents indices de ségrégation résidentielle tels que recensés par Massey et Denton (1988) et regroupés selon cinq dimensions que nous décrirons ultérieurement. En ayant recours à un éventail d'indices, outre l'indice d'égalité, nous aborderons les dimensions d'exposition, de concentration, d'agrégation spatiale et de centralisation des populations à faible revenu. Ceci nous permettra de décrire, de façon fine, l'évolution de la distribution de la pauvreté intramétropolitaine au cours des vingt dernières années.

DONNÉES ET APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Pour les huit plus grandes métropoles canadiennes que nous étudions (Calgary, Edmonton, Montréal, Ottawa, Québec, Toronto, Vancouver et Winnipeg), nous cherchons à évaluer dans quelle mesure ces villes affichent des profils ségrégatifs semblables et si elles ont connu une évolution similaire de la répartition spatiale des populations à faible revenu sur une période de vingt ans. Pour ce faire, nous avons recours à cinq indices de ségrégation qui offrent la possibilité 1) de décrire la répartition d'un groupe spécifique de population dans l'espace métropolitain sous différents angles, mais aussi 2) de comparer la situation entre différentes métropoles ainsi que 3) de réaliser une analyse longitudinale.

Les cinq dimensions désormais classiques de la ségrégation résidentielle identifiées par Massey et Denton (1988) ont été retenues : l'égalité, l'exposition, la concentration, l'agrégation spatiale et la centralisation (tableau 1). Nous avons retenu des indices unigroupes qui mesurent la répartition d'un groupe par rapport à l'ensemble de la population. Ces indices ont été calculés à partir de l'application *Segregation Analyzer* développée en C#.Net permettant de calculer rapidement une quarantaine d'indices à partir d'un fichier *shapefile* (Apparicio *et al.*, 2008).

Par la suite, la cartographie des quotients de localisation nous permettra de repérer les concentrations de la population pauvre en 2006, mais aussi de vérifier si les localisations spatiales de ces secteurs de concentration au sein des métropolitaines canadiennes ont changé sur une période de vingt ans.

Tableau 1
Les dimensions de la ségrégation résidentielle

Dimension	Indice retenu	Interprétation de l'indice
Égalité	<i>IS</i> : Indice de ségrégation (Duncan et Duncan, 1955)	L'indice qui varie de 0 à 1 mesure la surreprésentation ou la sous-représentation du groupe dans les unités spatiales de référence. La valeur de l'indice exprime la proportion du groupe qui devrait déménager afin d'obtenir une distribution parfaite.
Exposition	<i>xPx</i> : Indice d'isolement (Bell, 1954)	L'indice d'isolement mesure la probabilité qu'un membre d'un groupe partage la même unité spatiale avec un membre de son propre groupe. Il varie de 0 à 1; la valeur maximale signifie que le groupe est totalement isolé dans les unités spatiales de l'espace urbain.
Concentration	<i>ACO</i> : Indice de concentration absolu (Massey et Denton, 1988)	La concentration renvoie à l'espace physique occupé par un groupe. Plus il occupe une superficie plus faible de l'espace métropolitain, plus il est concentré. L'indice ACO varie de 0 à 1, valeurs qui correspondent respectivement à une concentration minimale (localisation résidentielle des membres du groupe X dans les unités spatiales les plus grandes de la métropole) et à concentration maximale (localisation résidentielle des membres du groupe X dans les unités spatiales les plus petites de la métropole).
Agrégation	<i>ACL</i> : Indice de regroupement absolu (Massey et Denton, 1988)	Cette dimension réfère à la contiguïté ou à la proximité des unités spatiales où le groupe est présent. Plus le groupe occupe des unités spatiales adjacentes ou proches, plus il est agrégé, formant une enclave dans la ville. L'indice ACL varie de 0 à 1 et exprime la proportion du groupe X résidant dans les unités adjacentes.
Centralisation	<i>ACE</i> : Indice de centralisation absolu (Massey et Denton, 1988)	La centralisation renvoie à la tendance qu'à un groupe de population de résider dans ou à proximité du centre-ville. L'indice ACE mesure la part du groupe qui devrait déménager afin d'obtenir une densité uniforme du groupe autour du centre-ville. Il est négatif lorsque les membres du groupe ont tendance à résider loin du centre-ville et positif quand les membres ont tendance à habiter près du centre-ville. Une valeur de 0 signifie que le groupe est parfaitement distribué à travers la ville.

Note : Les formules des indices sont reportées en annexe.

La variable utilisée comme indicateur de pauvreté est « la population dans les ménages privés sous le seuil du faible revenu » produite par Statistique Canada. Cet organisme classifie les ménages à faible revenu comme ceux qui consacrent 20 % de plus que la moyenne de leur revenu avant impôt à la nourriture, au logement et à l'habillement. La somme des dépenses est établie à partir des données provenant de l'Enquête sur les dépenses des familles canadiennes et tient compte de la taille du ménage et de la taille du secteur de résidence. Nous avons décidé d'utiliser cette variable puisqu'elle s'inscrit dans une approche de pauvreté relative, c'est-à-dire qu'elle permet d'évaluer la pauvreté en tenant compte des conditions de vie moyennes dans une société en particulier et à un moment donné. En effet, la variable de faible revenu rend compte d'une insuffisance de revenu qui limiterait le pouvoir d'achat des ménages plus pauvres en comparaison à l'ensemble des ménages d'une société donnée. Ainsi, l'utilisation d'une mesure relative de pauvreté permet des analyses longitudinales et comparatives entre différentes métropoles. Il importe de mentionner que l'identification des valeurs des seuils de faible revenu des différentes années de recensement est basée sur l'enquête des dépenses des familles canadiennes (la plus récente pour chaque recensement). Étant donné que d'année en année, la méthode de détermination du seuil est la même, nous sommes en mesure de capter les changements dans les pratiques de consommation des ménages, reflétant ainsi la réalité de la pauvreté relative. Les données utilisées proviennent de cinq recensements canadiens : 1986, 1991, 1996, 2001 et 2006. Étant donné que la variable de faible revenu n'était pas calculée pour la population dans les ménages privés avant 1986, nous n'avons pas pu intégrer dans notre étude les données des recensements antérieurs à cette date.

Les secteurs de recensement ont été choisis comme unités spatiales de référence à partir desquelles nous avons calculé nos indices pour les huit plus grandes régions métropolitaines canadiennes de recensement. Notons que pour réaliser une analyse longitudinale sur vingt ans (1986 à 2006), nous avons dû prendre certaines mesures pour permettre une comparaison systématique des données entre les différentes années. Tout d'abord, nous avons retenu une définition commune du territoire de chaque région métropolitaine, à savoir celui de l'année de départ (1986). Puis, dans les cas de changements de limites des secteurs de recensement au fil du temps, nous avons dû agréger certains secteurs adjacents afin que les unités géographiques soient identiques d'un recensement à l'autre. Concrètement, pour chaque région métropolitaine, nous avons la même délimitation géographique du périmètre de la métropole et les mêmes unités spatiales pour les cinq recensements. Ainsi, on s'assure que les variations observées pour les indices entre les différentes années de recensement ne sont pas dues à des changements géographiques ou encore à un nombre d'observations différent.

LES CHANGEMENTS DANS LA SÉGRÉGATION DE LA PAUVRETÉ ENTRE 1986 ET 2006

Évolution des niveaux de pauvreté dans les métropoles canadiennes

Avant d'analyser l'évolution des indices de ségrégation résidentielle en fonction du faible revenu, il convient de dégager un portrait général de la pauvreté dans les métropoles canadiennes entre 1986 et 2006. Au Canada, la pauvreté se concentre au sein des grandes métropoles. En effet, bien que les huit métropoles étudiées rassemblent la moitié de la population canadienne en 2006 (49,9 %), 59,9 % de la population à faible revenu réside dans celles-ci.

En 2006, deux métropoles affichent des taux de pauvreté supérieurs à 20 % : Montréal (21,6 %) et Vancouver (20,8 %), suivies de Winnipeg et de Toronto (19,3 % et 18,9 %, respectivement). Par contre, quatre RMR affichent des taux nettement plus faibles : Québec (16,2 %), Edmonton (15,3 %), Ottawa (15,2 %) et Calgary (14,2 %) (Tableau 2).

Notons aussi que les niveaux de pauvreté ont évolué différemment dans ces régions métropolitaines. Toronto, Vancouver et, dans une moindre mesure, Ottawa ont connu une augmentation importante de leur taux de pauvreté entre 1986 et 2006 : de 13,4 % à 18,9 % pour Toronto (soit une augmentation 5,6 points de pourcentage); de 18,8 % à 20,8 % pour Vancouver (soit une augmentation de 2 points); et de 14,1 % à 15,2 % pour Ottawa (soit une augmentation de points de 1,1 point). Par contre, les taux de pauvreté sont restés stables à Montréal et à Winnipeg sur la période d'analyse (tableau 2). À l'inverse, trois régions métropolitaines ont connu des baisses importantes de leur taux de pauvreté : Québec (19,2 % en 1986 et 16,2 % en 2006, soit une diminution de 3 points), Edmonton (18,2 % en 1986 et 15,3 % en 2006, soit une diminution de 2,9 points), et Calgary (16,5 % en 1986 et 14,2 % en 2006, soit une diminution 2,2 points).

Tableau 2
Évolution de la population à faible revenu dans les grandes métropoles canadiennes, 1986 à 2006

Année*		Toronto	Montréal	Vancouver	Ottawa	Calgary	Edmonton	Québec	Winnipeg
1986	Population totale	3 236 445	2 826 685	1 348 165	770 830	619 915	682 440	580 075	602 390
	Pop. à faible revenu	432 470	609 520	253 715	108 380	102 105	124 130	111 235	112 060
	En %	13,4	21,6	18,8	14,1	16,5	18,2	19,2	18,6
1991	Population totale	3 663 515	3 019 770	1 564 975	864 310	691 985	737 600	620 825	627 745
	Pop. à faible revenu	548 125	666 935	272 060	127 040	123 990	146 575	115 150	128 345
	En %	15,0	22,1	17,4	14,7	17,9	19,9	18,5	20,4
1996	Population totale	4 019 175	3 126 320	1 802 165	929 385	754 350	753 745	652 175	636 295
	Pop. à faible revenu	874 135	863 990	419 040	180 650	155 500	170 770	149 180	149 400
	En %	21,7	27,6	23,3	19,4	20,6	22,7	22,9	23,5
2001	Population totale	4 326 510	3 169 325	1 954 835	986 115	860 310	815 225	660 135	637 625
	Pop. à faible revenu	740 190	711 320	407 100	148 985	126 955	140 620	125 250	124 795
	En %	17,1	22,4	20,8	15,1	14,8	17,2	19,0	19,6
2006	Population totale	4 795 450	3 363 975	2 083 875	1 047 760	971 700	885 065	685 115	655 770
	Pop. à faible revenu	908 708	728 215	434 212	159 298	138 222	135 480	111 016	126 833
	En %	18,9	21,6	20,8	15,2	14,2	15,3	16,2	19,3

* Pour toutes les années de recensement, les limites géographiques de chaque RMR en 1986 ont été conservées.

Évolution de la ségrégation résidentielle : les indices de ségrégation

L'évolution des indices suit une tendance générale observable à la lecture des graphiques à la figure 1. Quel que soit l'indice, mais particulièrement pour les indices de centralisation, d'égalité et de concentration (ACE, IS et ACO, figure 1.e, c et a), on constate une augmentation des écarts de 1986 à 2001 entre les huit plus grandes métropoles canadiennes. L'écart entre les métropoles étudiées est plus prononcé en 2006 qu'en 1986, ce qui traduit une différenciation croissante des plus grandes villes canadiennes, qui deviennent ainsi de plus en plus dissemblables du point de vue de la répartition de leur population à faible revenu.

Une analyse plus détaillée de chacun des cinq indices retenus permet de mettre en évidence plusieurs constats intéressants. L'indice de ségrégation *IS*, qui est un indice d'égalité exprimant la part de population qui devrait déménager afin d'obtenir une distribution uniforme dans l'espace métropolitain, permet d'évaluer l'inégale répartition de la population pauvre au sein des villes canadiennes entre 1986 et 2006. À la lecture de la figure 1.a, on remarque tout d'abord qu'Ottawa et Winnipeg sont les métropoles les plus ségréguées selon la dimension d'égalité. Les populations pauvres de ces deux villes sont les plus inégalement réparties sur toute la période d'analyse; les indices ont d'ailleurs augmenté entre 1986 et 2006 (tableau 3). À l'autre extrémité, on retrouve Calgary et Vancouver, où la ségrégation des populations pauvres demeure la plus faible sur toute la période d'analyse. Notons aussi que, pour ces deux villes, les indices d'égalité ont diminué entre 1986 et 2006.

Au milieu des deux groupes de métropoles, l'on retrouve les deux plus grandes métropoles canadiennes – Montréal et Toronto – avec des évolutions sensiblement différentes. Bien que la pauvreté ait augmenté à Toronto entre 1986 et 2006, la ségrégation des populations défavorisées a néanmoins diminué (*IS* de 0,310 en 1986 et de 0,263 en 2006). Par contre, Montréal qui affiche

pourtant des taux de pauvreté stables sur la période d'analyse voit la ségrégation de la population à faible revenu augmenter sur cette dimension (IS de 0,290 en 1986 et de 0,325 en 2006). Il en résulte qu'en 2006, Montréal est la troisième métropole canadienne après Ottawa et Winnipeg où la ségrégation sur la base de l'égalité est la plus importante.

Qu'en est-il de l'isolement des populations défavorisées au sein des métropoles? Cet indice (xPx) mesure le contact potentiel entre personnes à faible revenu. Il permet d'évaluer la probabilité qu'un individu vivant sous le seuil de faible revenu rencontre un autre individu dans la même situation au sein de son unité spatiale de résidence. L'examen des courbes de l'indice d'isolement (xPx) pour les huit métropoles permet de dégager les évolutions suivantes. Tout au long de la période, Montréal et Winnipeg sont les métropoles les plus ségréguées selon la dimension d'exposition (Figure 1-b). Dans ces deux métropoles, les populations pauvres sont ainsi plus isolées; autrement dit, elles partagent moins souvent les mêmes espaces résidentiels avec des populations vivant au-dessus des seuils de faible revenu définis par Statistique Canada. Par contre, en 2006, les populations pauvres de Calgary et d'Edmonton sont beaucoup exposées à « l'altérité économique » puisqu'elles affichent des valeurs d'indice xPx inférieures à 0,25. Quant à l'évolution entre 1986 et 2006, on observe une diminution de l'indice d'isolement à Calgary, Edmonton et Québec, alors qu'il connaît une augmentation à Montréal, Ottawa, Toronto, Vancouver et Winnipeg, ce qui traduit, chez ces dernières, un renforcement de l'homogénéité des secteurs de pauvreté durant les deux dernières décennies, un phénomène fort préoccupant.

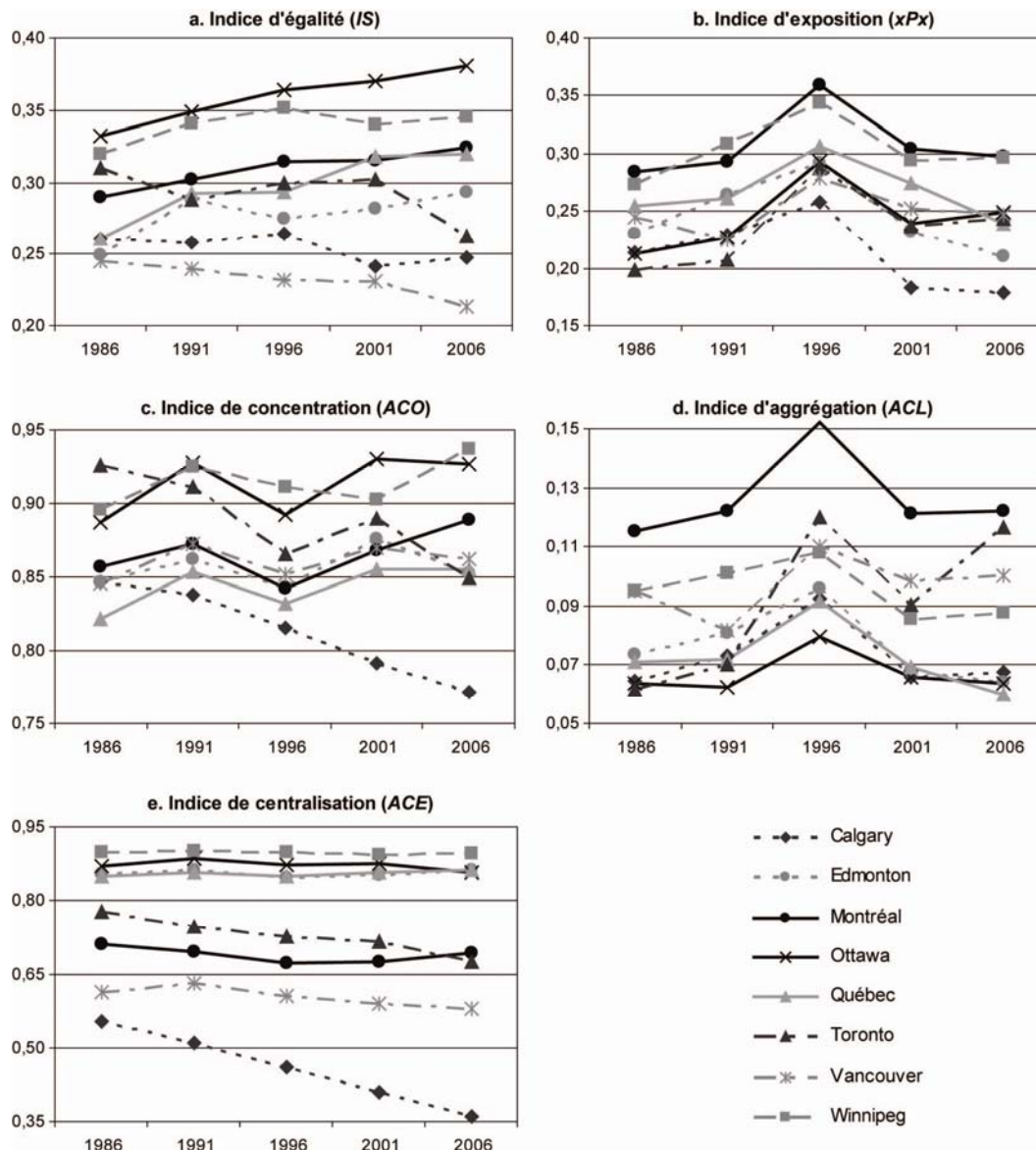


Figure 1
Les indices de ségrégation résidentielle, 1986-2006

L'indice de concentration (*ACO*) réfère à la superficie occupée par les populations pauvres au sein de chaque métropole. Cet indice prend des valeurs élevées dans toutes les métropoles (supérieurs à 0,75 pour toutes les métropoles, sur toute la période). Ce résultat n'est pas surprenant si on considère l'indice de centralisation. Les valeurs élevées de ce dernier (supérieur à 0,5 pour toutes les métropoles sauf Calgary, sur toute la période d'analyse) suggèrent que les groupes plus défavorisés résident principalement dans les quartiers centraux. Étant donné que dans les zones centrales les densités de population sont très élevées et que les secteurs de recensement ont des aires plus réduites, on peut alors s'attendre à retrouver des indices de concentration élevés des populations défavorisées.

Comme pour la dimension de l'égalité, ce sont de nouveau Ottawa et Winnipeg qui affichent les indices de concentration les plus élevés (Figure 1.c). Concernant l'évolution de cet indice, on constate qu'il augmente entre 1986 et 2006 pour toutes les RMR excepté pour Calgary et Toronto. Cela signifie que les populations défavorisées occupent des espaces de plus en plus restreints au sein des métropoles canadiennes.

L'indice d'agrégation spatiale (ACL) permet d'évaluer la contigüité entre les unités spatiales occupées par la population à faible revenu. On remarque une certaine similitude dans l'évolution des métropoles, accompagnée d'une relative stabilité entre 1986 et 2006 (Figure 1-d). En effet, les valeurs minimales de l'indice ACL pour les cinq années de recensement et pour les huit métropoles varient uniquement de 0,06 à 0,15. L'augmentation de 1996 et la diminution subséquente s'expliquent très probablement par la récession économique qu'il y a eu au Canada en 1995.

Quant à l'indice de centralisation, il mesure la tendance du groupe à résider près du centre-ville, défini ici comme le centre des affaires. La figure 1.e montre que les populations à faible revenu sont fortement centralisées dans quatre métropoles, soit Winnipeg, Ottawa, Edmonton et Québec (valeurs d'indice ACE supérieures à 0,8 quelle que soit l'année de recensement). Ces niveaux de centralisation restent d'ailleurs très stables entre 1986 et 2006. Viennent ensuite les trois plus grandes métropoles canadiennes – Toronto, Montréal et Vancouver – qui affichent des niveaux de centralisation des populations défavorisées légèrement plus faibles tout au long de la période d'analyse (entre 0,6 et 0,8). Notons aussi que la centralisation dans ces trois métropoles diminue entre 1986 et 2001. Finalement, Calgary se distingue nettement de ses consœurs métropolitaines avec des indices de centralisation plus faibles et qui diminuent fortement (-34,82 %).

Tableau 3
Variation des indices de ségrégation entre 1986 et 2006

Variation 1986-2006 (en %)	Égalité (IS)	Exposition (xPx)	Concentration (ACO)	Agrégation (ACL)	Centralisation (ACE)
Calgary	-5,10	-16,61	-8,88	4,64	-34,82
Edmonton	17,76	-8,30	0,64	-12,65	0,85
Montréal	11,78	4,75	3,72	6,08	-2,66
Ottawa	14,35	16,84	4,42	-0,31	-1,51
Québec	22,70	-5,89	4,13	-15,87	1,56
Toronto	-15,21	22,87	-8,34	88,98	-13,16
Vancouver	-12,92	0,65	1,92	5,58	-5,54
Winnipeg	7,91	8,45	4,59	-7,48	-0,04

L'analyse des indices de ségrégation nous a permis de décrire l'évolution de la répartition des populations à faible revenu des huit plus grandes métropoles canadiennes entre 1986 et 2006 en fonction de chacune des cinq dimensions. Pour synthétiser toute cette information et pour vérifier l'existence de profils ségrégatifs au sein des huit métropoles en 2006, nous avons réalisé une

classification des valeurs des cinq indices de 2006, obtenue à partir d'une classification ascendante hiérarchique avec une métrique euclidienne et le critère d'agrégation de Ward. Ceci nous a permis de discerner quatre types de métropoles en fonction de la répartition de leur population à faible revenu (tableau 4). Une première observation se dégage de la typologie, toutes les métropoles étudiées partagent une caractéristique commune, soit l'importance de l'indice de concentration : il varie de 0,771 (Calgary) à 0,937 (Winnipeg). En 2006, les populations à faible revenu des huit métropoles étudiées sont donc fortement concentrées : elles occupent des superficies très restreintes au sein de chacune des villes.

Pour les autres dimensions, Calgary (type 1) se distingue nettement des autres métropoles. Ses indices de ségrégation sont très faibles sur la plupart des dimensions : égalité, exposition, agrégation et centralisation. Sur le plan de la concentration, comme nous l'avons déjà signalé, l'indice *ACO* est plus élevé (0,771), il demeure toutefois plus faible comparativement aux autres villes.

Des types 2 à 4, le degré de ségrégation ne cesse de croître. Contrairement à Calgary, la caractéristique commune des populations à faible revenu des RMR des types 2 à 4 est leur forte centralisation : pour la plupart des RMR, l'indice *ACE* est supérieur à 0,6. En outre, dans le type 2, on constate des indices très faibles d'égalité, d'exposition et d'agrégation témoignant d'une faible ségrégation sur ces dimensions, mais une forte ségrégation en termes de concentration et de centralisation. La situation ségrégative du type 3 est similaire à celle du type 2, excepté pour les valeurs d'agrégation qui sont légèrement plus élevées, mais demeurant quand même faibles, et les valeurs de centralisation qui sont plus faibles pour le type 3 comparativement au type 2. Finalement, les valeurs de tous les indices sont plus élevées pour le type 4, excepté le niveau d'agrégation qui se révèle relativement faible comme dans plusieurs autres métropoles d'ailleurs.

Pour résumer, les populations à faible revenu des grandes métropoles sont concentrées sur une faible partie du territoire métropolitain, dans des zones localisées à proximité du centre-ville (sauf Calgary pour cette dernière caractéristique).

Tableau 4
Typologie des RMR selon leur degré de ségrégation résidentielle, en 2006*

Type	RMR	Égalité (IS)	Exposition (xPx)	Concentration (ACO)	Agrégation (ACL)	Centralisation (ACE)
1	Calgary	0,248	0,178	0,771	0,068	0,360
2	Edmonton	0,294	0,211	0,852	0,064	0,862
	Québec	0,320	0,240	0,856	0,060	0,864
3	Vancouver	0,214	0,246	0,862	0,100	0,580
	Toronto	0,263	0,243	0,849	0,117	0,675
4	Montréal	0,325	0,298	0,889	0,122	0,693
	Ottawa	0,380	0,249	0,927	0,064	0,857
	Winnipeg	0,345	0,296	0,937	0,088	0,897

* Typologie obtenue à partir d'une classification ascendante hiérarchique avec une métrique euclidienne et le critère d'agrégation de Ward.

Quotients de localisation

Pour compléter ce portrait analytique de la géographie résidentielle des personnes à faible revenu de 1986 à 2006, nous avons recours aux quotients de localisation dont la cartographie permet une visualisation synthétique de l'évolution de la distribution spatiale de la population défavorisée. D'ailleurs, cette cartographie permet aussi de confirmer certains de nos résultats avancés à partir des valeurs prises par les indices de ségrégation résidentielle (Figures 2 et 3). Dans le but de limiter la longueur de cet article, nous avons choisi de cartographier uniquement les quotients de localisation des cinq années de recensement pour les deux plus grandes régions métropolitaines, soit Toronto et Montréal.

Dans ces deux grandes métropoles, en 1986, la population à faible revenu est surtout concentrée dans les quartiers localisés autour des centres-villes montréalais et torontois. Dans les années qui suivent, on remarque une certaine décentralisation de la pauvreté comme l'indiquait d'ailleurs l'évolution de l'indice de centralisation ACE dans ces deux villes. En effet, on voit apparaître de plus en plus de secteurs de concentration de la pauvreté dans les quartiers de la ville centre (*central city*) plus éloignés du centre-ville, mais aussi dans des zones localisées en périphérie, dans les couronnes nord et sud de l'île de Montréal et ainsi que dans les banlieues nord-ouest et est de Toronto. La cartographie du taux de variation des quotients de localisation de 1986 et 2006 confirme ce constat. De nombreux secteurs dans les quartiers centraux de Montréal et Toronto ont vu leur quotient de localisation diminuer sensiblement entre 1986 et 2006. Ces secteurs centraux ont en effet connu un processus de gentrification soutenu durant les vingt dernières années. La concentration a par contre augmenté dans les quartiers plus périphériques.

Les mêmes tendances évolutives – à savoir une décentralisation de la pauvreté et une augmentation de la concentration dans les espaces plus périphériques – s'observent-elles aussi pour les autres régions métropolitaines canadiennes? À la lecture de la figure 4, il est clair que la décentralisation est une tendance convergente dans le système urbain canadien, tout comme le révélait d'ailleurs l'évolution de l'indice ACE.



Figure 2
Évolution de la concentration de la population à faible revenu à Montréal, 1986-2006

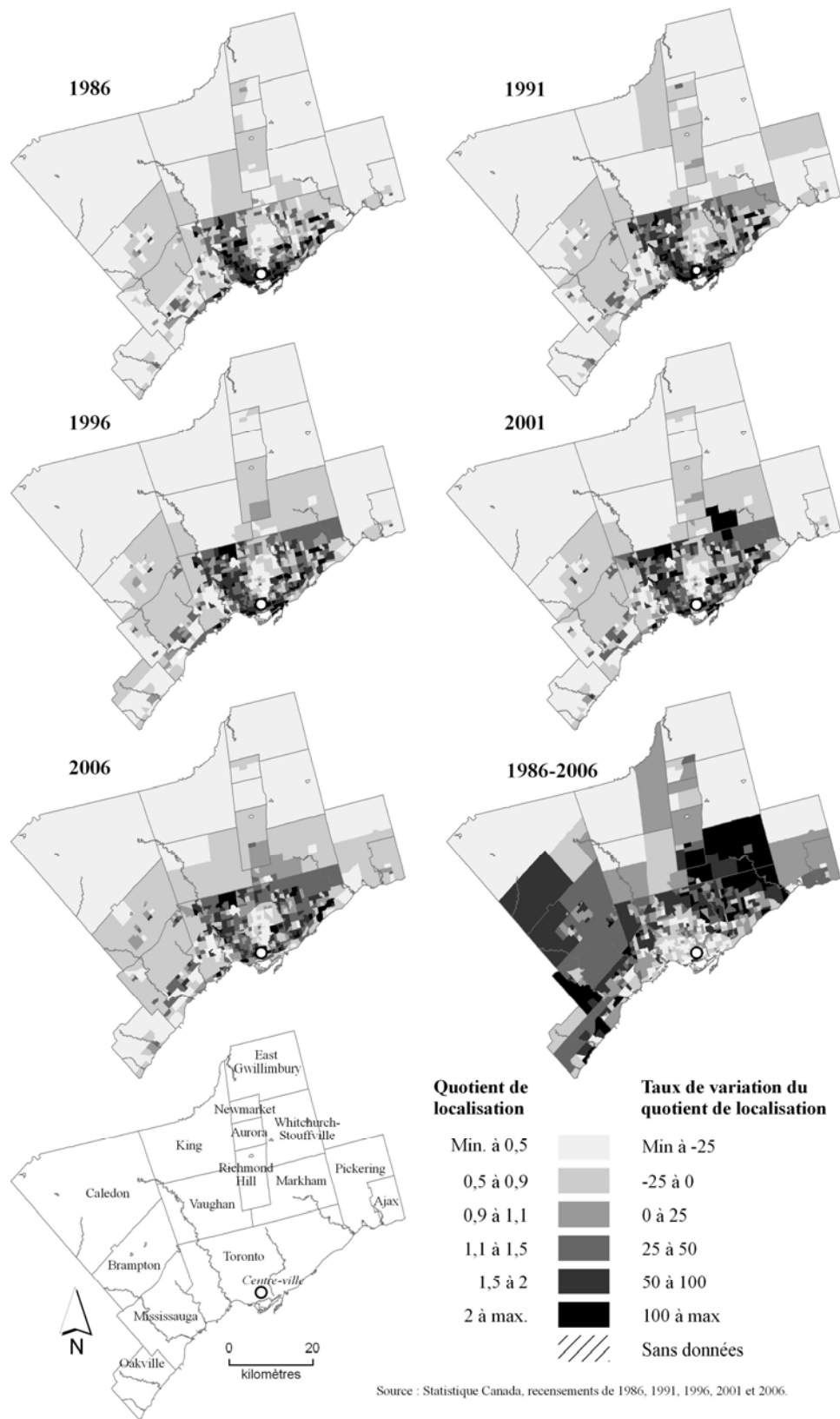


Figure 3
Évolution de la concentration de la population à faible revenu à Toronto, 1986-2006

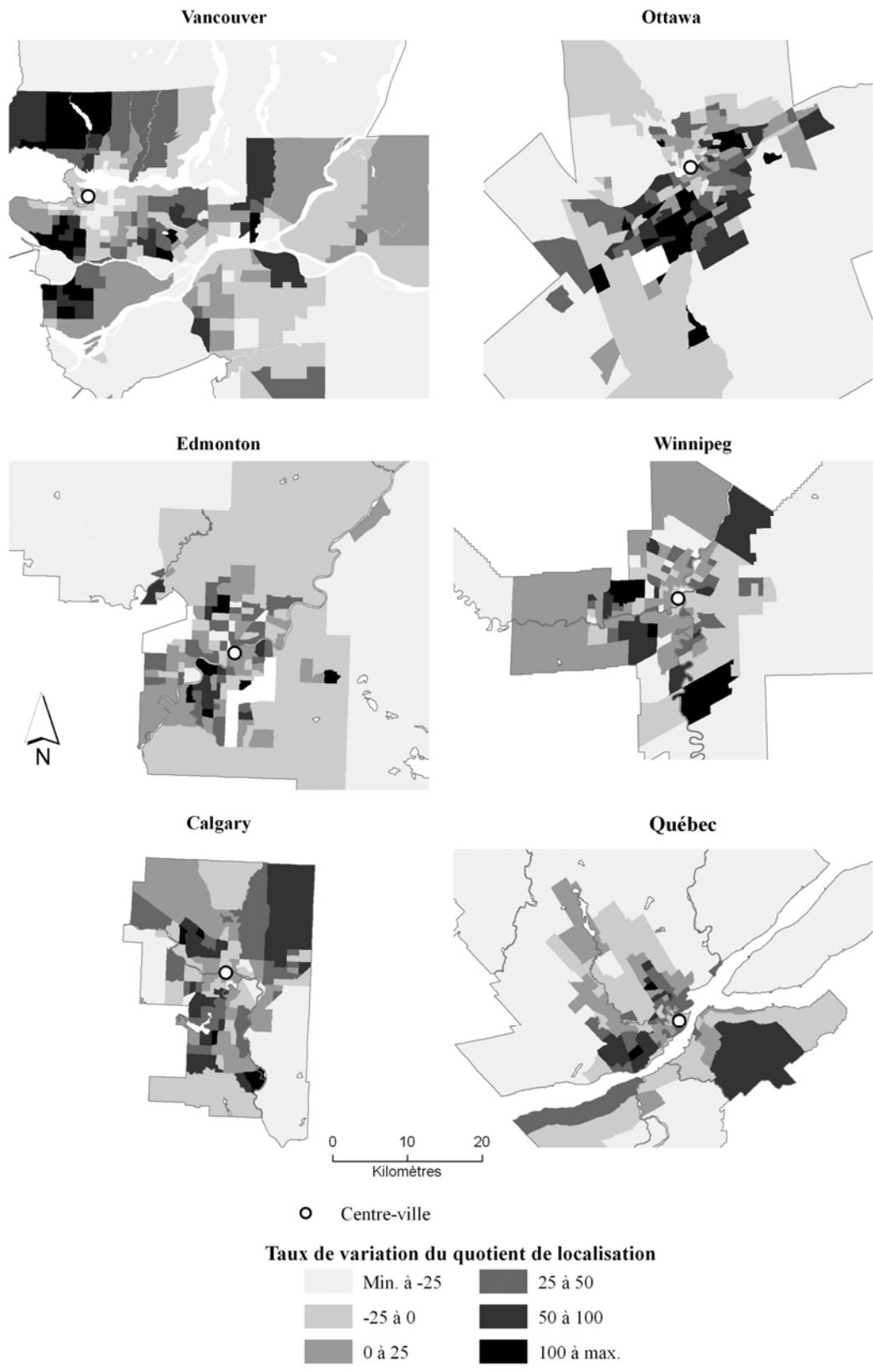


Figure 4
Variation de la concentration de la population à faible revenu, 1986-2006

DISCUSSION

Nos analyses des indices pour les cinq dimensions de la ségrégation de 1986 à 2006, démontrent que des situations et des évolutions différentes d'une métropole à l'autre. D'abord, nous avons constaté que Calgary se distingue nettement de l'ensemble des autres métropoles. Ses indices de ségrégation sont très faibles sur la plupart des dimensions : égalité, exposition, agrégation et centralisation. Par ailleurs, contrairement à Calgary, les sept autres métropoles – Edmonton, Québec, Vancouver, Toronto, Montréal, Ottawa et Winnipeg – partagent une caractéristique commune de leurs populations à faible revenu, soit leur forte centralisation : elles sont concentrées dans des zones localisées à proximité du centre-ville.

Notre deuxième constat est l'évolution divergente des métropoles. Les figures 1-a, 1-c et 1-e démontrent que les écarts des indices pour les huit métropoles sont plus prononcés en 2006 qu'en 1986, ce qui veut dire, pour les dimensions d'égalité, de concentration et de centralisation, que les métropoles canadiennes sont désormais plus dissemblables en 2006 qu'en 1986. Ces résultats rejoignent ceux d'études étasuniennes qui montraient des évolutions différentes selon les grandes régions du pays (Cooke et Marchant, 2006; Madden, 2003). De même, ces constats concordent avec les observations déjà faites par plusieurs auteurs voulant que les métropoles postfordistes soient devenues plus complexes, affichant une plus grande hétérogénéité des espaces résidentiels sur le plan des revenus et des catégories socio-professionnelles (Walks 2001; Sassen 1991). Selon l'hypothèse de la ville globale, la restructuration économique a amené de nouvelles formes de distribution spatiale des différentes populations au sein de la ville; l'espace urbain deviendrait ainsi plus complexe et plus fragmenté socialement.

Notre troisième constat appuierait aussi l'hypothèse de la fragmentation sociale des villes contemporaines. On remarque un renforcement de l'homogénéité des secteurs de pauvreté dans la plupart des villes étudiées : Toronto, Ottawa, Winnipeg, Montréal et Vancouver (tableau 3). Les populations modestes résidant dans ces villes en 2006 partagent moins l'espace résidentiel avec des populations non pauvres qu'en 1986. Selon la littérature sur les effets de milieu, cette situation peut s'avérer préoccupante. L'homogénéité sociale d'un quartier pourrait aboutir à une situation d'isolement social qui se répercuterait sur la qualité de réseaux sociaux auxquels les résidents du quartier ont accès (Massey, 1994). Certes, le milieu résidentiel n'est pas le seul réseau social auquel les individus ont accès (Wellman et Leighton, 1979). Toutefois, pour les personnes avec des ressources financières limitées qui sont peu mobiles et qui se retrouvent très souvent dans une situation de chômage, le réseau social immédiat peut jouer un rôle majeur, entre autres, au moment de la recherche d'un emploi (Rose et Séguin, 2007).

Quatrièmement, nous avons observé une augmentation de la concentration de la pauvreté dans la plupart des villes explorées (Winnipeg, Ottawa, Québec, Montréal, Vancouver et Edmonton). En 2006, les populations à faible revenu qui résident dans ces RMR occupent une superficie plus faible que celle qu'elles occupaient en 1986 (tableau 3). Les populations modestes sont désormais confinées à un espace plus limité. Cette situation contribue aussi à la fragmentation de l'espace métropolitain, et ce, d'autant plus lorsqu'elle s'accompagne d'une augmentation de l'inégalité et de l'homogénéité (au sens d'une exposition faible aux non-pauvres) comme à Montréal, Winnipeg et Ottawa. Les populations pauvres se concentrent donc dans des espaces plus réduits en termes de superficie et plus homogènes socialement. Cette situation pourrait contribuer à une stigmatisation croissante des quartiers plus pauvres de ces villes.

Finalement, à la lecture des cartes (figures 2, 3 et 4), il est clair que les zones où la pauvreté a augmenté durant les 20 dernières années sont surtout localisées dans des espaces éloignés du centre, dans des zones où la pauvreté était moins présente auparavant, particulièrement au sein de quartiers localisés dans les banlieues des grandes métropoles. Pour les trois plus grandes métropoles canadiennes – Toronto, Montréal et Vancouver –, cette observation se confirme avec la diminution des indices de centralisation (Tableau 2). Ce processus avait été déjà suggéré par Walks (2001) pour Toronto durant la période 1971-1991. D'ailleurs, son étude montrait qu'en 1991, les vieilles banlieues, celles développées immédiatement après la Deuxième Guerre mondiale, étaient des zones de fortes disparités sociales – en terme de catégories socioprofessionnelles – qui seraient devenues, selon l'auteur, les nouvelles zones de transition de l'ère post-fordiste. À Toronto, un processus de déclin aurait été amorcé dans certaines vieilles banlieues et se traduirait par une baisse des prix des logements qui aurait finalement attiré des ménages à ressources financières limitées. Notons aussi qu'à Toronto, il existe un lien entre la localisation des immigrants et les populations à faible revenu dans les banlieues proches (Walks et Bourne, 2006). Ley et Smith (2000) avaient aussi signalé la localisation changeante des secteurs de pauvreté à Toronto, notamment en raison de la décentralisation du logement social. À Vancouver, des auteurs ont aussi fait état de la transformation de certains secteurs pauvres du centre qui se gentrifient (Ley, 1981; Ley, 1988). Pour certains, il y a un lien très fort entre les processus de renouvellement des populations des quartiers centraux par des ménages mieux nantis et la diminution des espaces de concentration de la pauvreté dans les quartiers centraux, surtout au sein de villes comme Montréal ou Toronto où l'on retrouve plusieurs noyaux (*clusters*) décentralisés de quartiers à faible revenu (Heisz et McLeod, 2004). Dans ces RMR, certains anciens quartiers à faible revenu près du centre-ville sont en voie de réaménagement, ce qui réduirait le nombre de quartiers à faible revenu dans le noyau urbain (Heisz, 2005).

Comment expliquer la décentralisation des populations plus modestes? Pour comprendre la localisation intramétropolitaine des populations modestes au sein de la ville, revenons sur les facteurs à l'origine des divisions sociospatiales au sein des villes, décrits antérieurement (Préteceille, 1997) le marché du logement, les préférences et choix des ménages ainsi que les décisions politiques.

Selon plusieurs études, les populations plus nanties sont davantage prêtes à augmenter leur coût de déplacement en s'éloignant des centres, pour avoir accès à un logement plus grand (Mills et Hamilton, 1984; Polèse et Shearmur, 2005). Par ailleurs, une étude sur la ville de New York montre que les coûts associés à l'automobile rendent ce mode de déplacement moins attractif pour les populations avec des ressources économiques modestes (Glaeser *et al.*, 2008). Les banlieues ayant été conçues en fonction de l'automobile et l'offre de transport public y étant déficient en raison des faibles densités de population, il est facile de comprendre pourquoi les populations pauvres non motorisées demeurent dans les quartiers centraux. Cette situation expliquerait, en partie du moins, la centralisation des populations plus défavorisées.

L'âge des logements et leur dépréciation sont d'autres facteurs qui peuvent expliquer la répartition des populations pauvres au sein des villes. Les quartiers centraux ont habituellement un parc immobilier plus ancien et donc généralement plus détérioré et moins cher que les nouvelles demeures localisées en périphérie (Grigsby *et al.*, 1987 : 16). Comme nous l'avons déjà signalé, les ménages plus modestes ayant des choix plus restreints trouvent plus facilement à se loger au sein des zones moins attractives (Andersen, 2002). L'exode des classes moyennes vers les banlieues les plus récentes combiné à l'absence d'investissements dans les quartiers centraux provoqueraient un processus de déclin continu, qui se traduirait par le maintien ou l'arrivée de populations défavorisées.

Les politiques publiques locales peuvent aussi être un facteur pour comprendre la localisation des populations plus modestes. La localisation de grands ensembles de logements sociaux au sein d'une métropole peut avoir des effets sur la concentration de la pauvreté. Aux États-Unis, le lien entre la localisation des logements sociaux et la hausse de la concentration de la pauvreté a été signalé dans quelques travaux (Carter *et al.*, 1998 pour Boston, Cleveland, Detroit et Philadelphia; Holloway *et al.*, 1998 pour Columbus). D'après Holloway *et al.* (Holloway *et al.*, 1998), un tel lien s'explique par deux raisons : les logements sociaux hébergent majoritairement des populations modestes et, en même temps, la présence de ceux-ci dans un quartier affecterait le marché immobilier environnant. Toutefois, d'autres recherches sur les villes étasuniennes suggèrent que l'implantation de logements sociaux au sein de quartiers de classe moyenne n'a pas eu d'incidence sur les prix des propriétés environnantes (De Souza Briggs *et al.*, 1999; Nourse, 1963; Rabiéga *et al.*, 1984). Pour Crump (2002), dans le cas de Minneapolis, comme les logements sociaux se sont implantés dans des quartiers qui hébergeaient déjà de fortes proportions de population à faible revenu, leur rôle ne serait pas déterminant dans la production de zones de concentration de la pauvreté, l'implantation de logements publics venant confirmer le caractère de zone de pauvreté d'un secteur déjà pauvre. Au Canada, Bourne (1993) et Ley et Smith (1997) ont aussi signalé, pour le cas de Toronto, que la présence de grands ensembles de logements publics dans une zone pouvait expliquer la concentration de pauvreté qu'on y observe. Bien qu'il soit très difficile dans le cas des logements sociaux de déterminer un rapport de cause à effet, c'est-à-dire, si les immeubles de logements sociaux se sont implantés dans des quartiers plutôt défavorisés ou si, au contraire, c'est la présence de logements sociaux qui attire des populations avec

revenu modeste, il est certain qu'il existe un lien entre la présence de logements sociaux et le niveau de pauvreté au sein d'un quartier.

Bien que les analyses de la distribution des populations pauvres mettent l'emphase sur les facteurs qui expliquent leur localisation au sein des quartiers centraux, nous partageons l'avis de certains auteurs qui suggèrent que ce sont justement ces mêmes facteurs qui affecteraient l'ensemble du territoire métropolitain et pas seulement les quartiers centraux (Madden, 2003; Orfield, 2002). Selon cette vision, les secteurs de banlieue qui présenteraient des caractéristiques similaires à celles des quartiers centraux, c'est-à-dire qui ont été développés plus tôt et offrant des lots plus petits et des logements plus vieux et qui possèdent des infrastructures et équipements plus anciens, sont ceux qui connaîtraient une augmentation de concentration de la pauvreté. En d'autres termes, dans les zones suburbaines, les populations pauvres peuvent devenir plus concentrées dans l'espace au sein des secteurs plus anciens et plus denses, souvent ceux qui sont les plus proches des quartiers centraux et qui ont donc un meilleur système de transport public que les banlieues plus éloignées. L'exode des classes moyennes vers les banlieues les plus récentes combiné à l'absence d'investissements dans les banlieues anciennes provoqueraient un processus de déclin continu, qui se traduirait par l'arrivée de populations défavorisées.

CONCLUSION

Le principal objectif de notre étude était de décrire la répartition de la population à faible revenu et son évolution dans les huit plus grandes métropoles canadiennes. Nous avons utilisé cinq indices de ségrégation résidentielle que nous avons calculés pour cinq années de recensement, totalisant une période d'étude de vingt ans. Nous avons également cartographié les quotients de localisation de la population pauvre pour repérer les concentrations en 2006, mais aussi pour vérifier si les patrons spatiaux de ces concentrations changeaient ou non au cours de la période d'étude.

Nos résultats montrent qu'en 2006, les populations à faible revenu ont tendance à se localiser dans des secteurs restreints en termes de superficie, proches du centre-ville (sauf Calgary) et qui sont loin d'être toujours adjacents géographiquement. Malgré ces caractéristiques générales communes aux métropoles canadiennes, les valeurs prises par les indices révèlent qu'entre 1986 et 2006, ces dernières ont évolué différemment : leurs profils ségrégatifs étant plus différenciés en 2006 que vingt ans plus tôt. Nous avons aussi observé que les zones où la pauvreté a augmenté durant les 20 dernières années sont surtout localisées dans des espaces éloignés du centre, dans des zones où la pauvreté était moins présente auparavant, particulièrement au sein de quartiers localisés dans les banlieues des grandes métropoles.

Nos résultats commandent de nouvelles recherches sur le processus d'appauvrissement des banlieues canadiennes. Est-ce que le phénomène de gentrification des centres repousserait les résidents avec moins de ressources financières vers des espaces de banlieue en déclin? Est-ce plutôt une offre de logements plus diversifiée en banlieue incluant des logements locatifs? Est-ce la détérioration ou l'obsolescence du parc résidentiel des vieilles banlieues et leur éventuel abandon par les classes plus nanties qui laisseraient place aux ménages plus modestes (processus de *filtering down*)? Est-ce le vieillissement démographique des premières couronnes de banlieue, qui s'accompagne d'une baisse de revenu qui expliquerait l'appauvrissement de certains quartiers?

Le déclin des banlieues proches est un phénomène bien connu dans les villes étasuniennes (Hanlon et Vicino, 2007; Leigh et Lee, 2005; Lucy et Phillips, 2006; Short *et al.*, 2007). Bien que ce phénomène ait des implications concrètes pour les populations plus vulnérables, il a été beaucoup moins examiné pour les villes canadiennes.

Du point de vue des mesures et des interventions à mettre en place localement pour venir en appui aux populations pauvres, il s'avère indispensable de surveiller l'évolution de la géographie de la pauvreté et de mieux connaître les caractéristiques de ces « nouveaux » espaces de concentration de la pauvreté. Ces espaces ont-ils les ressources suffisantes en termes de services et d'équipements publics et privés et d'organisations communautaires pour soutenir des populations plus vulnérables et ayant des besoins particuliers? Outre l'accessibilité à ces ressources, la localisation un peu plus excentrique de ces nouveaux secteurs de concentration de la pauvreté soulève aussi la question de l'accessibilité aux emplois. Autrement dit, ces nouveaux espaces de concentration de la pauvreté offrent-ils des

environnements favorables à l'amélioration des conditions de vie, voire à la sortie de la pauvreté de ses résidents, ou si au contraire, ils constituent un handicap supplémentaire pour des populations ayant déjà des conditions de vie très difficiles.

Remerciements

Cette recherche a bénéficié du support financier du CRSHC.

RÉFÉRENCES

- Abramson, A. J. et M. S. Tobin. 1995. « The Changing Geography of Metropolitan Opportunity : The Segregation of the Poor in U.S. Metropolitan Areas, 1970 to 1990 ». *Housing Policy Debate*, vol. 6, n° 1.
- Alba, R. D., J. R. Logan et B. J. Stults. 2000. « How segregated are middleclass African Americans? ». *Social Problems*, vol. 47, n° 4, p. 543-558.
- Allard, S. W., R. M. Tolman et D. Rosen. 2003. « Proximity to service providers and service utilization among welfare recipients : the interaction of place and race ». *Journal of Policy Analysis and Management*, vol. 22, n° 4, p. 599-613.
- Andersen, H. S. 2002. « Excluded Places : the Interaction Between Segregation, Urban Decay and Deprived Neighbourhoods ». *Housing, Theory and Society*, vol. 19, p. 153-169.
- Apparicio, P., V. Petkevitch et M. Charron. 2008. « Segregation Analyzer : a C#.Net application for calculating residential segregation indices ». *Cybergeo : Revue européenne de géographie, Systèmes, Modélisation, Géostatistiques*.
- Apparicio, P., X. Leloup et P. Rivet. 2007a. « La Diversité Montréalaise à l'Épreuve de la Ségrégation : Pluralisme et Insertion Résidentielle des Immigrants ». *Journal of International Migration and Integration*, vol. 8, n° 1, p. 63-87.
- Apparicio, P., A.-M. Séguin et X. Leloup. 2007b. « Modélisation spatiale de la pauvreté à Montréal : apport méthodologique de la régression géographiquement pondérée ». *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien*, vol. 51, n° 4, p. 412-427.
- Balakrishnan, T. R. et F. Hou. 1996. « Neighbourhood Status Persistence and Change in the Canadian Metropolitan Areas ». *Canadian Journal of Urban Research*, vol. 5, n° 2.
- Balakrishnan, T. R. et G. K. Jarvis. 1991. « Is the Burgess Concentric Zonal Theory of Spatial Differentiation Still Applicable to Urban Canada? ». *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 28, n° 4.
- Balakrishnan, T. R. 1976. « Ethnic Residential Segregation in the Metropolitan Areas of Canada ». *Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 1, n° 4, p. 481-498.
- Blumenberg, E. et M. Waller. 2003. *The long journey to work : a federal transportation policy for working families*. Coll. « Series on Transportation and Reform ». Washington : The Brookings Institution.
- Bourne, L. S. 1993. « Close Together and Worlds Apart : An Analysis of Changes in the Ecology of Income in Canadian Cities ». *Urban Studies*, vol. 30, n° 8, p. 1 293.
- Bourne, L. S. 1989. On the Spatial Structure of Metropolitan Areas in Canada : A Discriminant Analysis. Research Paper Center for Urban and Community Studies, University of Toronto.
- Broadway, M. et G. Jesty. 1998. « Are Canadian Inner Cities Becoming More Dissimilar? An Analysis of Urban Deprivation Indicators ». *Urban Studies*, vol. 35, n° 9, p. 1 423.
- Broadway, M. J. 1992. « Differences in inner-city deprivation : an analysis of seven Canadian cities ». *The Canadian Geographer*, vol. 36, n° 2, p. 189-196.
- Broadway, M. J. 1989. « A comparison of patterns of urban deprivation between Canadian and U.S. cities ». *Social Indicators Research*, vol. 21, n° 5, p. 531-551.
- Buck, N. 2001. « Identifying Neighbourhood Effects on Social Exclusion ». *Urban Studies*, vol. 38, n° 12, p. 2 251-2 275.
- Carter, W. H., M. H. Schill et S. M. Wachter. 1998. « Polarisation, public housing and racial minorities in US cities ». *Urban Studies*, vol. 35, n° 10, p. 1 889-1 911.
- Charron, M. et R. Shearmur. 2005. « La ségrégation économique comme un phénomène complexe : une analyse spatio-temporelle du cas montréalais ». *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien*, vol. 49, n° 4, p. 332-351.
- Coffey, W. J. et R. G. Shearmur. 1997. « The Growth and Location of High Order Services in the Canadian Urban System, 1971-1991 ». *The Professional Geographer*, vol. 49, n° 4, p. 404-418.

- Cooke, T. et S. Marchant. 2006. « The changing intrametropolitan location of high-poverty neighbourhoods in the US, 1990-2000 ». *Urban Studies*, vol. 43, n° 11, Oct, p. 1971-1989.
- Dansereau, F. 1992. « Ségrégation, mixité sociale, cohabitation : bref retour sur quelques notions magiques ». Dans *5^e Conférence internationale de recherche sur l'habitat "À la croisée des chemins"* (Montréal).
- De Souza Briggs, X., J. T. Darden et A. Aidala. 1999. « In the Wake of Desegregation ». *Journal of the American Planning Association*, vol. 65, n° 1, p. 27-49.
- Ellen, I. G. et M. A. Turner. 1997. « Does Neighborhood Matter? Assessing Recent Evidence ». *Housing Policy Debate*, vol. 8, n° 4.
- Evenden, L. J. et G. E. Walker. 1993. « From Periphery to Centre : The Changing Geography of the Suburbs ». Dans *The Changing Social Geography of Canadian Cities*, sous la dir. de L.S. Bourne et D. Ley. Montreal : McGill-Queen's University Press.
- Fainstein, S., I. Gordon et M. Harloe (dir.). 1992. *Divided Cities : New York And London In The Contemporary World*. Oxford : Blackwell.
- Fong, E. et K. Shibuya. 2000. « The Spatial Separation of the Poor in Canadian Cities ». *Demography*, vol. 37, n° 4, p. 449-459.
- Fong, E. 1996. « A comparative perspective on racial residential segregation : American and Canadian experiences ». *Sociological Quarterly*, vol. 37, n° 2, Spr, p. 199-226.
- Gad, G. 1999. « Downtown Montreal and Toronto : Distinct Places with Much in Common ». *Canadian Journal of Regional Science*, vol. 22.
- Glaeser, E. L., M. E. Kahn et J. Rappaport. 2008. « Why do the poor live in cities The role of public transportation ». *Journal of Urban Economics*, vol. 63, n° 1, p. 1-24.
- Grafmeyer, Y. 1994. *Sociologie urbaine*. Paris : Nathan.
- Grigsby, W., M. Baratz, G. Galster et D. Maclennan. 1987. *The Dynamics of Neighbourhood Change and Decline*. Oxford: Pergamon.
- Hajnal, Z. L. 1995. « The nature of concentrated urban poverty in Canada and the United States ». *Canadian Journal of Sociology-Cahiers Canadiens De Sociologie*, vol. 20, n° 4, Fal, p. 497-528.
- Hamnett, C. 2003. *Unequal City : London in the Global Arena*. London : Routledge.
- Hanlon, B. et T. Vicino. 2007. « The Fate of Inner Suburbs : Evidence From Metropolitan Baltimore ». *Urban Geography*, vol. 28, n° 3, p. 249-275.
- Heisz, A. 2005. *Dix choses à savoir sur les régions métropolitaines du Canada : synthèse de la série "Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement" de Statistiques Canada*. Coll. « Document analytique », n° 89-613-MIF au catalogue - n° 009. Ottawa : Statistique Canada.
- Heisz, A. et L. McLeod. 2004. *Faible revenu dans les régions métropolitaines de recensement, 1980 à 2000*. n° Ottawa.
- Holloway, S. R., D. Bryan, R. Chabot, D. M. Rogers et J. Rulli. 1998. « Exploring the Effect of Public Housing on the Concentration of Poverty in Columbus, Ohio ». *Urban Affairs Review*, vol. 33, n° 6, July 1, 1998, p. 767-789.
- Jargowsky, P. 2003. *Stunning Progress, Hidden Problems : The Dramatic Decline of Concentrated Poverty in the 1990s*. Coll. « Centre on Urban and Metropolitan Policy ». Washington, DC : The Brookings Institution.
- Jargowsky, P. 1996. « Take the money and run : Economic segregation in US metropolitan areas ». *American Sociological Review*, vol. 61, n° 6, Dec, p. 984-998.
- Jargowsky, P. et M. J. Bane. 1991. « Ghetto Poverty in the United States, 1970-1980 ». Dans *The Urban Underclass*, sous la dir. de C. Jencks et P.E. Peterson, p. 235-273. Washington, DC : The Brookings Institution.
- Jencks, C. et S. E. Mayer. 1990. « The social consequences of growing up in a poor neighborhood ». Dans *Inner-City Poverty in the United States*, sous la dir. de L.E. Lynn et M.G.H. McGeary, p. 111-184. Washington, D.C. : National Academy Press.

- Johnston, R., M. Poulsen et J. Forrest. 2003. « And did the walls come tumbling down? Ethnic residential segregation in four US metropolitan areas 1980-2000 ». *Urban Geography*, vol. 24, n° 7, Oct-Nov, p. 560-581.
- Johnston, R., J. Forrest et M. Poulsen. 2002. « Are there ethnic enclaves/ghettos in English cities? ». *Urban Studies*, vol. 39, n° 4, Apr, p. 591-618.
- Johnston, R., J. Forrest et M. Poulsen. 2001. « The Geography of an Ethnicity : Residential Segregation of Birthplace and Language Groups in Sydney, 1996 ». *Housing Studies*, vol. 16, n° 5, p. 569-594.
- Johnston, R. J. 2000. Segregation. *Dictionary of Human Geography*. R.J. Johnston, D. Gregory, G. Pratt et M. Watts. Oxford, Blackwell.
- Kasarda, J. D. 1993. « Inner-City Concentrated Poverty and Neighborhood Distress : 1970-1990 ». *Housing Policy Debate*, vol. 4, n° 3, p. 253-302.
- Kasarda, J.D. 1990. « Structural factors affecting the location and timing of urban underclass growth ». *Urban Geography*, vol. 11, n° 3, p. 234-264.
- Kasarda, J. D. 1989. « Urban Industrial Transition and the Underclass ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 501, p. 26-47.
- Kazemipur, A. et S. S. Halli. 2000. « Neighbourhood Poverty in Canadian Cities ». *Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 25, n° 3, p. 369-381.
- Kazemipur, A. et S. S. Halli. 1997. « Plight of immigrants : The spatial concentration of poverty in Canada ». *Canadian Journal of Regional Science*, vol. 20, n° 1-2, p. 11-28.
- Kitchen, P. 2001. « An approach for measuring urban deprivation change : the example of East Montréal and the Montréal Urban Community, 1986-96 ». *Environment and Planning A*, vol. 33, n° 1, p. 1 901-1 921.
- Kitchen, P. 1994. « A Cross-national Comparison of Levels of Urban Decline and Distress in Canada and the United States ».
- Langlois, A. et P. Kitchen. 2001. « Identifying and Measuring Dimensions of Urban Deprivation in Montreal : An Analysis of the 1996 Census Data ». *Urban Studies*, vol. 38, n° 1, p. 119.
- Lee, K. 2000. *Urban Poverty in Canada : A Statistical Profile*. Ottawa : Canadian Council on Social Development.
- Lee, S. et N. G. Leigh. 2007. « Intrametropolitan Spatial Differentiation and Decline of Inner-Ring Suburbs : A Comparison of Four U.S. Metropolitan Areas ». *Journal of Planning Education and Research*, vol. 27, n° 2, December 1, 2007, p. 146-164.
- Leigh, N. G. et S. Lee. 2005. « Philadelphia's Space In Between : Inner-Ring Suburb Evolution ». *Opolis : An International Journal of Suburban and Metropolitan Studies*, vol. 1, n° 1, p. 13-32.
- Leventhal, T., V. Dupéré et J. Brooks-Gunn. 2009. « Neighborhood influences on adolescent development ». Dans *Adolescent Psychology : Contextual Influences on Adolescent Development*, 3rd Edition, sous la dir. de L. Steinberg, n° 2. Hoboken, New Jersey : Wiley.
- Ley, D. 2003. « Artists, Aestheticisation and the Field of Gentrification ». *Urban Studies*, vol. 40, n° 12, November 1, 2003, p. 2 527-2 544.
- Ley, D. et H. Smith. 2000. « Relations between deprivation and immigrant groups in large Canadian cities ». *Urban Studies*, vol. 37, n° 1, p. 37-62.
- Ley, D. et H. Smith. 1997. « Immigration and poverty in Canadian cities, 1971-1991 ». *Canadian Journal of Regional Science*, vol. 20, n° 1-2, p. 29-48.
- Ley, D. 1993. « Past Elites and Present Gentry : Neighbourhoods of Privilege in the Inner City ». Dans *The Changing Social Geography of Canada Cities*, sous la dir. de L.S. Bourne et D. Ley, p. 214-233. Montreal : McGill-Queen's University Press.
- Ley, D. 1988. « Social Upgrading in Six Canadian Inner Cities ». *The Canadian Geographer*, vol. 32, n° 1, p. 31-45.
- Ley, D. 1981. « Inner-City Revitalization in Canada : A Vancouver Case Study ». *The Canadian Geographer*, p. 126-148.

- Lucy, W. H. et D. L. Phillips. 2006. *Tomorrow's Cities, Tomorrow's Suburbs*. Chicago : Planners Press, American Planning Association.
- Lucy, W. H. et D. L. Phillips. 2001. *Suburbs and the Census : Patterns of Growth and Decline*. Coll. « Survey Series ». Washington, D.C. : The Brookings Institution.
- Lucy, W. H. et D. L. Phillips. 2000. *Confronting Suburban Decline : Strategic Planning for Metropolitan Renewal*.
- Madden, J. F. 2003. « The Changing Spatial Concentration of Income and Poverty among Suburbs of Large US Metropolitan Areas ». *Urban Studies*, vol. 40, n° 3, p. 481.
- Massey, D. S. 1994. « America's Apartheid and the Urban Underclass ». *Social Service Review*.
- Massey, D. S., A. B. Gross et M. L. Eggers. 1991. « Segregation, the concentration of poverty, and the life chances of individuals ». *Social Science Research*, vol. 20, p. 397-420.
- Massey, D. S. et M. L. Eggers. 1990. « The Ecology of Inequality : Minorities and the Concentration of Poverty, 1970-1980 ». *The American Journal of Sociology*, vol. 95, n° 5, p. 1 153-1 188.
- Massey, D.S. et N.A. Denton. 1988. « The Dimensions of Residential Segregation ». *Social Forces*, vol. 67, n° 281-315.
- McDonald, J. F. 2004. « The Deconcentration of Poverty in Chicago : 1990-2000 ». *Urban Studies*, vol. 41, n° 11.
- Mills, E. S. et B. W. Hamilton. 1984. *Urban Economics*. Third edition. Glenview, IL : Scott, Foresman, and Co.
- Murdie, R. 1998. « The welfare state, economic restructuring and immigrant flows : impacts of socio-spatial segregation en Greater Toronto ». Dans *Urban segregation and the welfare state : Inequality and exclusion in Western Cities*, sous la dir. de S. Musterd et W. Ostendorf, p. 64-93. London : Routledge.
- Murdie, R. A. 1994. « Blacks in near-ghettos? Black visible minority population in Metropolitan Toronto Housing Authority public housing units ». *Housing Studies*, vol. 9, n° 4, p. 435-457.
- Nourse, H. O. 1963. « The Effect of Public Housing on Property Values in St. Louis ». *Land Economics*, vol. 39, n° 4, p. 433-441.
- Orfield, M. 2002. *American Metropolitics : The New Suburban Reality*. Washington, DC : The Brookings Institution Press.
- Peach, C. 1996. « Good segregation, bad segregation ». *Planning Perspectives*, vol. 11, n° 4, p. 379-398.
- Polèse, M. et R. Shearmur. 2005. *Économie urbaine et régionale : introduction à la géographie économique*. Deuxième édition. Paris : Économica.
- Préteceille, E. 1997. « Ségrégation, classes et politique dans la grande ville ». Dans *Villes en Europe*, sous la dir. de A. Bagnasco et P. LeGalès, p. 99-127. Paris : La découverte.
- Rabiega, W. A., T.-W. Lin et L. M. Robinson. 1984. « The Property Value Impacts of Public Housing Projects in Low and Moderate Density Residential Neighborhoods ». *Land Economics*, vol. 60, n° 2, p. 174-179.
- Ricketts, E. R. et I. V. Sawhill. 1988. « Defining and Measuring the Underclass ». *Journal of Policy Analysis and Management*, vol. 7, n° 2, p. 316-325.
- Rose, D. et A.-M. Séguin. 2007. « Les débats sur les effets de quartier : que nous apprennent les approches centrées sur les réseaux sociaux et le capital social? ». Dans *Le Quartier : enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, sous la dir. de J.-Y. Authier, M.-H. Bacqué et F. Guérin-Pace, p. 217-228. Paris : Éditions La Découverte.
- Ross, N. A., C. Houle, J. R. Dunn et M. Aye. 2004. « Dimensions and dynamics of residential segregation by income in urban Canada, 1991–1996 ». *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, vol. 48, n° 4, p. 433-445.
- Ross, N. A., K. Nobrega et J. Dunn. 2001. « Income segregation, income inequality and mortality in North American metropolitan areas ». *GeoJournal*, vol. 53, n° 2, p. 117-124.
- Séguin, A.-M., P. Apparicio et P. Negron. 2008. Évolution de la distribution de la population âgée dans huit métropoles canadiennes : une ségrégation qui s'amenuise. Inédits. Montréal, INRS-UCS.

- Séguin, A.-M. 1998. « Les espaces de pauvreté ». Dans *Montréal 2001 : Visages et défis d'une métropole*, sous la dir. de C. Manzagol et C.R. Bryant, p. 221-236. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Sessoms, N. J. et J. R. Wolch. 2008. « Measuring Concentrated Poverty in a Global Metropolis : Lessons from Los Angeles ». *The Professional Geographer*, vol. 60, n° 1, p. 70-86.
- Short, J. R., B. Hanlon et T. J. Vicino. 2007. « The Decline of Inner Suburbs : The New Suburban Gothic in the United States ». *Geography Compass*, vol. 1, n° 3, p. 641-656.
- Simpson, W. 1992. *Urban structure and the labor market : worker mobility, commuting and underemployment in cities*. Oxford : Clarendon Press.
- Slater, T. 2004. « Municipally managed gentrification in South Parkdale, Toronto ». *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien*, vol. 48, n° 3 %R doi :10.1111/j.0008-3658.2004.00062.x, p. 303-325.
- Small, M. L. et K. Newman. 2001. « Urban Poverty after the Truly Disadvantaged : The Rediscovery of the Family, the Neighborhood, and Culture ». *Annual review of sociology*. Vol. 16, vol. 27, p. 23-45
- Walks, A. R. et R. Maaranen. 2008. « Gentrification, social mix and social polarisation : testing the linkages in large canadian cities ». *Urban Geography*, vol. 29, n° 4, p. 293-326.
- Walks, R. A. et L. S. Bourne. 2006. « Ghettos in Canada's cities? Racial segregation, ethnic enclaves and poverty concentration in Canadian urban areas ». *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien*, vol. 50, n° 3, p. 273-297.
- Walks, R. A. 2001. « The social ecology of the post-Fordist/global city? Economic restructuring and socio-spatial polarisation in the Toronto urban region ». *Urban Studies*, vol. 38, n° 3, Mar, p. 407-447.
- Wellman, B. et B. Leighton. 1979. « Réseau, quartier et communautés ». *Espaces et Sociétés*, n° 38-39, p. 11-133.
- White, M. J., A. H. Kim et J. E. Glick. 2005. « Mapping social distance-Ethnic residential segregation in a multiethnic metro ». *Sociological Methods & Research*, vol. 34, n° 2, Nov, p. 173-203.
- Wilson, W. 1996. *When Work Disappears : The World of the New Urban Poor*.
- Wilson, W. 1987. *The Truly Disadvantaged : The Inner City, the Underclass, and Public Policy*. Chicago : University of Chicago Press.
- Zukin, S. 1998. « Urban Lifestyles : Diversity and Standardization in Spaces of Consumption ». *Urban Studies*, vol. 35, n° 5, p. 825-839.

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 Les indices de ségrégation résidentielle

Indice de ségrégation (Duncan et Duncan, 1955)	$IS = \frac{1}{2} \sum_{i=1}^n \left \frac{x_i}{X} - \frac{t_i - x_i}{T - X} \right $
Indice d'isolement (Bell, 1954)	$P_x = \sum_{i=1}^n \left[\frac{x_i}{X} \left[\frac{x_i}{t_i} \right] \right]$
Indice de concentration absolu (Massey et Denton, 1988)	$ACO = 1 - \left\{ \frac{\sum_{i=1}^n (x_i A_i / X) - \sum_{i=1}^{n_1} (t_i A_i / T_1)}{\sum_{i=n_2}^n (t_i A_i / T_2) - \sum_{i=1}^{n_1} (t_i A_i / T_1)} \right\}$ <p>Les unités spatiales sont classées par superficie en ordre croissant.</p>
Indice de regroupement absolu (Massey et Denton, 1988)	$ACL = \left\{ \frac{\sum_{i=1}^n (x_i / X) \sum_{j=1}^n (c_{ij} x_j)}{\sum_{i=1}^n \sum_{j=1}^n c_{ij}} \right\} / \left\{ \frac{\sum_{i=1}^n (x_i / X) \sum_{j=1}^n (c_{ij} t_j)}{\sum_{i=1}^n \sum_{j=1}^n c_{ij}} \right\} - \left[X / n^2 \sum_{i=1}^n \sum_{j=1}^n c_{ij} \right]$
Indice de centralisation absolu (Massey et Denton, 1988)	$ACE = \left(\sum_{i=1}^n X_{i-1} S_i \right) - \left(\sum_{i=1}^n X_i S_{i-1} \right)$

Notation :

A_i	Superficie de l'unité spatiale i
c_{ij}	Valeur de la cellule de la matrice de contigüité binaire entre les unités spatiales i et j : 1 quand i et j son contigus et 0 lorsqu'ils ne le sont pas.
n	Nombre d'unités spatiales dans l'aire métropolitaine (par exemple : secteurs de recensement)
n_1	Numéro d'unité spatiale quand la somme cumulée des t_i est égale à X (de 1 vers n_1)
n_2	Numéro d'unité spatiale quand la somme cumulée des t_i est égale à X (de n vers n_2)
S_i	Proportion cumulée de la superficie de l'unité spatiale i (de 1 vers i)
T	Population totale de l'aire métropolitaine
T_1	Somme cumulée des t_i dans les unités spatiales de 1 à n_1
T_2	Somme cumulée des t_i dans les unités spatiales de n_2 à n
t_i	Population total dans l'unité spatiale i
t_j	Population total dans l'unité spatiale j
X	Population total dans du groupe X dans l'aire métropolitaine
x_i	Population total dans du groupe X dans l'unité spatiale i
x_j	Population total dans du groupe X dans l'unité spatiale j
X_{i-1}	Proportion cumulée du groupe X dans l'unité spatiale i (de 1 vers i)